

Nouvel Observateur 11 juin 2015

Foucault était-il néolibéral ?

En 1979, le penseur se passionne pour les idéologues néolibéraux. A l'époque le sujet n'intéresse guère et ses cours tombent dans l'oubli. Aujourd'hui leur redécouverte fait polémique : a-t-il été subjugué par ce courant ou fut-il le premier à le dénoncer ?

Par Eric Aeschimann

« Saint Foucault » : forgée en 1995 par un universitaire américain, la formule n'a jamais été autant d'actualité. Trente ans après sa disparition, le philosophe est célébré dans le monde entier. On lui consacre un nombre incroyable de colloques et d'ouvrages, la publication du moindre de ses inédits fait événement, ses archives ont été achetées à prix d'or par la BNF, les campus américains le vénèrent. Même en France, après avoir été perçu comme un dangereux gauchiste, il est en train de redevenir la référence centrale, chez les sociologues, les historiens et même chez les philosophes.

Foucault séduit par les concepts qu'il a forgés dans les années 1970 et qui décrivent avec quarante ans d'avance notre monde contemporain, tels que « discipline », « contrôle », « biopolitique », « gouvernementalité » ; mais aussi par ses engagements en faveur des minorités, prisonniers, fous, homosexuels ; ou encore par son style de pensée, libre et toujours en mouvement. De quoi justifier largement son succès actuel... Mais une autre raison s'y ajoute. Il s'agit d'un aspect resté longtemps méconnu de son travail et qui est désormais considéré comme l'un des points forts de sa pensée : les cours qu'il donne de janvier à avril 1979 au Collège de France sur le néolibéralisme.

A priori, c'est une matière inattendue pour Foucault. Depuis « Histoire de la folie », il s'était fixé pour tâche d'analyser les grands systèmes de pensée de l'Occident, de reconstituer leur formation progressive, leur « archéologie », à travers l'exhumation des textes anciens. Or, à la fin des années 1970, le néolibéralisme n'est qu'une doctrine en cours de construction, dont nul n'imagine qu'elle deviendra un jour le catéchisme de tous les dirigeants de la planète. En s'intéressant à ce corpus, le philosophe délaisse les archives et plonge dans des textes tout neufs, parus quelques années plus tôt. Il cite même les travaux de l'American Enterprise Institute, un think tank néoconservateur qui deviendra fameux dans les années 2000 pour son rôle auprès de George W. Bush... Presque de la philosophie d'anticipation.

A sa mort, en 1984, sa digression néolibérale tombe dans un relatif oubli, jusqu'à ce que le cours de 1979 devienne accessible grâce à sa publication,

en 2004, sous le titre « Naissance de la biopolitique ». Depuis, c'est l'un de ses textes les plus cités. Et il est vrai qu'à la lecture on est frappé par l'acuité de l'analyse. Les hommes politiques comme les économistes présentent le néolibéralisme comme une politique de « laisser-faire » : en se retirant, l'Etat laisserait les agents économiques exprimer leurs penchants naturels, lesquels se résumeraient au désir de s'enrichir. Le philosophe montre au contraire qu'une organisation néolibérale de la société implique une intervention soutenue de l'Etat. Car la concurrence généralisée n'a rien de spontané et son instauration nécessite une reconfiguration en profondeur non seulement des structures économiques, mais surtout des conduites humaines. Il faut, montre Foucault, faire en sorte que chacun devienne « *entrepreneur de soi-même* », ce qui implique de « *généraliser la forme "entreprise" à l'intérieur du corps social* » et d'ériger en norme sociale l'« *homo economicus* », cet être froid et rationnel qui calcule sans cesse les profits et les coûts de ses actes. Le néolibéralisme fabrique un nouveau rapport des individus aux autres et à eux-mêmes. Il bâtit une nouvelle «subjectivité».

AVEC LA DEUXIÈME GAUCHE

Ce renversement, les mouvements antilibéraux le formulent à leur façon lorsqu'ils protestent contre la privatisation des services publics, le brevetage du vivant ou le développement du statut d'auto-entrepreneur. Toutes ces évolutions n'ont rien de naturel, disent-ils, elles relèvent entièrement de la décision politique. Voilà pourquoi tant de chercheurs et d'intellectuels ont eu, en découvrant le cours de Foucault, le sentiment d'une étonnante prescience. Tout y était dit ! A partir de la fin des années 2000, des auteurs comme Wendy Brown, Myriam Revault d'Allonnes ou le tandem Pierre Dardot-Christian Laval, de sensibilités politiques différentes, ont popularisé le cours de 1979 et son analyse du néolibéralisme. Depuis, la référence est devenue un mantra de la philosophie politique.

Au passage, ce visage inédit de Foucault permettait de dissiper un soupçon récurrent depuis les années 1980 : et si, au fond, il n'avait pas été vraiment de gauche ? Lui-même constatait, avec un brin de fierté, qu'on avait pu le qualifier successivement d'« *anarchiste, gauchiste, marxiste, nihiliste, antimarxiste, technocrate au service du gaullisme, néolibéral [...]. Aucune de ces caractérisations n'est elle-même importante; leur ensemble, en revanche, fait sens.* » Avec « Naissance de la biopolitique », le voilà ancré définitivement dans le camp de l'émancipation. Ouf!

Or, deux livres récents viennent sérieusement nuancer le tableau. « Critiquer Foucault » est un ouvrage collectif qui s'interroge sur la « *tentation néolibérale* » du philosophe, notamment sous la plume de

l'Américain Michael Behrent, dont le texte a fait grincer les dents de certains inconditionnels. Nettement plus volumineux, « Penser le "néolibéralisme" » est une enquête minutieuse du philosophe Serge Audier, qui replace le cours de 1979 dans son contexte politique. S'appuyant sur de nombreux écrits de l'époque, Audier montre que la réflexion de Foucault cette année-là est largement tributaire d'un débat qui agite alors la deuxième gauche autour de la réhabilitation de l'entreprise.

La rupture d'une nébuleuse associant les rocardiens, la CFDT et certains penseurs avec le collectivisme marxiste est un épisode bien connu. Elle intervient au congrès du PS à Metz, en 1979, justement l'année où Foucault donnait son cours. Mais que la star du Collège de France ait été l'un des acteurs de ce tournant, voilà qui est plus surprenant. Audier raconte comment, à cette époque, Foucault s'est rapproché de la CFDT et de la revue socialiste « Faire », animée par les penseurs Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret, parce qu'il retrouvait chez eux le même rejet de l'Etat qui l'animait. Dans le cours de 1979, il parle d'une « *phobie de l'Etat* » : c'est toute la clé de l'affaire.

Cette phobie ne surgit pas de nulle part. A partir de 1976, l'idéal communiste a définitivement perdu sa crédibilité, ruiné par la diffusion des textes de Soljenitsyne sur le Goulag, les traitements des dissidents ou les boat people qui fuient le Vietnam. Les « nouveaux philosophes » font leur beurre de cette faillite. Pour André Glucksmann, le Goulag n'est que la conséquence logique de la passion pour l'Etat inaugurée par Hegel et amplifiée par Marx. Foucault lui-même prend le parti des « minoritaires » traqués par l'Etat et dénonce les « excès » du pouvoir. L'idée d'une société sans Etat traverse plusieurs courants de pensée. Mais selon quel principe d'organisation? A la fin des années 1960, la CFDT et le PSU avaient avancé le thème de l'autogestion, auquel l'expérience Lip a donné un début de concrétisation. L'intérêt du livre d'Audier est de nous dévoiler comment on va passer insidieusement de l'autogestion à la gestion...

DÉTTESTATION DE MARX

Dès les premières pages, l'auteur évoque la couverture du numéro de la revue « Autrement » publiée à la rentrée 1979 : « Et si chacun créait son emploi. Le retour des entrepreneurs ». Quelque chose est en train de changer dans l'esprit du temps. Finies la révolution et le Grand Soir, mais finies aussi les communautés, les modes de vie alternatifs, les utopies concrètes. Rosanvallon et Viveret veulent « *réhabiliter la fonction d'entrepreneur* », présentée comme le meilleur moyen pour l'individu de prendre en charge sa propre vie. Au « Nouvel Observateur », cette ligne

¹ Citation rapportée dans l'article de Behrent, dans « Critiquer Foucault »

est relayée par André Gorz, autre figure clé de la deuxième gauche, sous un titre éloquent : « Révolution : plaidoyer pour l'entreprise ». Il y est question de faire « *un usage intelligent* » du néolibéralisme.

Or, nous apprend Audier, Foucault soutient activement cette démarche. Il écrit à Rosanvallon, s'invite au colloque organisé par « Faire », en fait l'éloge dans « le Nouvel Obs », plaide pour l'« *innovation* ». Lui aussi veut « *désétatiser la société* ». Car désétatiser la société, c'est à ses yeux le meilleur moyen de démarxiser la gauche. On sous-estime souvent sa détestation du marxisme. Dans ses Mémoires, son ami Claude Mauriac rapporte des propos enflammés du philosophe : « *Qu'on ne parle plus de Marx ! Je ne veux plus jamais entendre parler de ce monsieur. Adressez-vous à ceux dont c'est le métier. Qui sont payés pour cela. Moi, j'en ai totalement fini avec Marx* » (1). De quoi éclairer son soutien réitéré à André Glucksmann et à Bernard-Henri Lévy : Marx était leur ennemi commun.

Certes, ces convergences ont des limites. Foucault s'éloignera des « nouveaux philosophes » au moment de la révolution islamique en Iran : il y voyait un soulèvement spirituel, eux un nouveau totalitarisme. Quant à la deuxième gauche, il ne partageait pas son humanisme : théoricien de l'« antihumanisme », il croyait aux structures plus qu'aux hommes. C'est pourquoi, plus que par le libéralisme classique à la Tocqueville, il va être séduit par le néolibéralisme, qui en est la forme radicalisée. Le néolibéralisme se moque de la liberté ou du bonheur et ne s'intéresse qu'à la partie calculatrice des individus, car c'est par ce biais qu'il va agir sur eux.

MOINS D'ÉTAT = PLUS DE MARCHÉ?

Autre dissonance : Foucault ne partage nullement la « phobie de l'Etat » qui anime alors l'extrême gauche, notamment sous l'influence de Debord et de Marcuse. Il refuse d'assimiler les démocraties occidentales à des Etats fascistes, y compris la République fédérale allemande (RFA) en butte aux exactions de la bande à Baader. Ce sera le motif de sa rupture avec Deleuze en 1977. Pas étonnant qu'on le retrouve dans le cours au Collège de France à présenter avec beaucoup d'empathie l'« ordolibéralisme », la doctrine économique qui fit de la RFA le premier laboratoire du néolibéralisme de l'après-guerre.

On le voit, la légende de Foucault en saint patron de la lutte mondiale contre le néolibéralisme en prend un coup. Lui si affûté dans la critique des pouvoirs n'a pas vu - ou n'a pas voulu voir - ce qu'allait devenir le néolibéralisme. Le réquisitoire d'Audier est sévère mais convaincant. Pourquoi Foucault choisit-il d'ignorer les composantes autoritaires des théoriciens néolibéraux (soutien de Hayek à la dictature de Pinochet, éloge de la peine de mort par Gary Becker, défense de la famille classique chez Friedmann, etc.) ? Comment peut-il relayer sans sourciller l'idée

que le Welfare State (l'Etat-providence) et le nazisme ont la même structure, parce que dans les deux cas l'Etat y serait prédominant? Et pourquoi ce désintérêt de la réalité sociale? Comment interpréter l'absence de la notion d'égalité dans son raisonnement ?

Prenons un exemple précis : dans le cours de 1979, Foucault s'enthousiasme pour le projet de revenu d'existence qu'il a trouvé chez certains néolibéraux. Avec une naïveté confondante, il assure que le système laissera à chaque individu le choix de travailler ou pas : «qu'il soit drogué, qu'il soit chômeur volontaire, on s'en moque éperdument [...], il restera assisté. » Comme si le néolibéralisme était ce régime merveilleux où chacun vivrait sa guise, un peu à l'image de la Californie des années 1970, où il commençait à se rendre régulièrement. Sauf que les choses ne se sont pas passées exactement comme ça! Depuis trente ans, les politiques néolibérales se traduisent par un contrôle de plus en plus étroit sur les déviants. Même dans la Silicon Valley, il ne fait pas bon être un pauvre, un chômeur, une fille-mère, une prostituée, un drogué.

Il ne s'agit pas de juger 1979 avec les lunettes de 2015. A l'époque, Margaret Thatcher n'est qu'au seuil du 10 Downing Street, et la révolution conservatrice n'a pas commencé. Rares sont ceux qui entrevoient le désastre à venir (Audier cite un article étonnant de lucidité de Nicos Poulantzas). Mais le fait est là : Foucault, formidable déconstructeur du néolibéralisme, n'en a pas vu les dangers. Lui qui définissait les Lumières comme l'« art de ne pas être tellement gouverné ² » a cru trouver dans le néolibéralisme un compromis acceptable : mieux vaut être gouverné un peu par le marché que trop par l'Etat. Il s'est trompé, et la deuxième gauche avec lui. Au nom du «moins d'Etat», on a promu le «plus de marché». Si le premier objectif reste légitime, on sait aujourd'hui que le second n'est pas le bon chemin pour y parvenir.

Si la gauche veut sortir de son impuissance actuelle, il lui faudra bien un jour regarder en face cette erreur d'aiguillage.

² « Qu'est-ce que la critique? », par Michel Foucault, Vrin, 192 p., 16 euros